



Recrutement d'un consultant individuel ou d'une unité de recherche pour le développement de nouveautés culinaires des produits carnés au profit du Centre Africain pour le Développement Equitable (ACED)

Référence de l'appel d'offres : AP001/ AFD-DEC-01

Délai d'exécution : 02 mois à compter de la signature du contrat

Validité des offres : 30 jours calendaires

Référent technique : Espérance SOSSOUVE, Assistante Systèmes alimentaires

Référent fiduciaire : Sophie ZINSOU, Chargée des Finances

Pour toutes correspondances en lien avec ce marché veuillez écrire à acquisitions@acedafrica.org en mentionnant l'intitulé et le numéro de référence de l'appel.

Date limite de soumission des offres : 11 septembre 2025 à 23h59, heure de Cotonou (GMT+1) acedafrica.org/

version. mardi 12 août 2025

Contenu

| | |
|---|----------|
| 1. Identification du commanditaire..... | 1 |
| 2. Introduction..... | 2 |
| 3. Planning de l'appel d'offres..... | 2 |
| 4. Eligibilité et obligations | 3 |
| 5. Procédure de soumission..... | 3 |
| 6. Demande de précisions | 4 |
| Tableau : Grille d'évaluation des offres | 6 |
| Annexe 1 : Termes de référence (TdR) | 8 |
| Annexe 2 : Conditions générales | 13 |
| Annexe 3 : Formulaire de candidature | 15 |
| A- Pour personnes morales | 15 |
| B- Pour Consultant individuel..... | 17 |
| Annexe 4: Déclaration de situation d'exclusion | 18 |
| Annexe 5 : Déclaration du respect des normes éthiques..... | 20 |
| Déclaration du fournisseur attestant du respect des standards éthiques..... | 20 |
| Annexe 6 : Attestation de disponibilité | 21 |
| Annexe 7 : Attestation de respect des normes environnementales et sociétales..... | 22 |
| Annexe 8 : Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social 23 | |
| Annexe 9 : Modèle de présentation de l'offre financière | 27 |

1. Identification du commanditaire

| | |
|--------------------------------------|---|
| Nom de la structure | Centre Africain pour le Développement Equitable (ACED) |
| Numéro d'enregistrement légal | N°4/086/PDZ-C/SC/STCCD-Assoc |
| Adresse physique | C/4999 Tokan, Abomey-Calavi |
| Site web | https://acedafrica.org/ |
| Numéro de téléphone | +229 01 69 36 21 21 |
| Email | Pour toutes correspondances en lien avec ce marché veuillez écrire à acquisitions@acedafrica.org en mentionnant l'intitulé et le numéro de référence de l'appel. |
| Boite postale | BB 660 Abomey Calavi |
| Numéro IFU | 6201501123008 |
| Numéro Employeur CNSS | 15552491 |

2. Introduction

Le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) est un centre de réflexion et d'action qui œuvre pour un développement équitable et durable en Afrique de l'Ouest francophone. Depuis sa création en 2010, ACED développe et met en œuvre des actions qui améliorent le bien-être des populations, promeuvent l'égalité de genre et favorisent l'accès à des emplois décents.

ACED se distingue par son approche intégrée et innovante qui combine la production de données probantes, l'engagement politique et l'action concrète sur le terrain. En établissant des partenariats solides, en partageant son expertise et en développant des solutions durables, ACED veille à ce que les connaissances produites pour le développement soient pertinentes, accessibles et utilisées par les décideurs politiques et les praticiens.

ACED, en partenariat avec **ESFB** et avec le soutien financier de l'**Agence Française de Développement (AFD)**, met en œuvre au Bénin l'initiative dénommée « **Des Éleveurs aux Consommateurs** ». Cette initiative vise à accroître l'employabilité des jeunes dans les filières d'élevages et à améliorer la capacité de ces filières à satisfaire la demande des consommateurs, notamment des consommateurs urbains du Bénin et du Togo.

Dans le cadre de cette initiative, ACED a prévu appuyer le **développement de recettes nouvelles et de produits carnés innovants** afin de répondre aux **attentes des consommateurs**. Ce dossier d'Appel d'offre s'inscrit dans ce cadre et visent le recrutement d'un consultant individuel ou d'une unité de recherche pour accompagner les transformateurs locaux dans le développement, le test et la validation de nouvelles recettes orientée vers les besoins des consommateurs.

Les termes de référence en Annexe (1) donnent les précisions sur les objectifs, les résultats attendus et les spécifications techniques du marché.

3. Planning de l'appel d'offres

Le marché sera exécuté suivant le calendrier ci-dessous.

| Étape | Date |
|---|--|
| Publication | 12 août 2025 |
| Date limite de demande des clarifications | 19 août 2025, 23h59, heure de Cotonou (GMT+1) |
| Dernier jour où ACED donne des clarifications | 22 août 2025, 23h59, heure de Cotonou (GMT+1) |
| Date limite de soumission des offres | 11 septembre 2025, 23h59, heure de Cotonou (GMT+1) |

| Étape | Date |
|--|---|
| Analyse des offres | 17 septembre 2025 à 14h00, heure de Cotonou (GMT+1) |
| Notification aux soumissionnaires | 30 septembre 2025 à 13h de Cotonou (GMT +1) |
| Signature du contrat et démarrage de la prestation | 03 octobre 2025 |

Toutes les heures indiquées sont à l'heure locale de Cotonou, Bénin (GMT+1).

Ce planning est susceptible d'être modifié librement selon les contraintes rencontrées.

4. Eligibilité et obligations

Le présent appel d'offres est **ouvert, à égalité de conditions**, aux **personnes physiques et morales**, qu'elles soient **nationales ou internationales**, à condition d'être **légalement établies au Bénin** et de disposer des compétences requises.

Les profils éligibles incluent notamment :

- Les **unités de recherche** spécialisées en technologie agroalimentaire (centres techniques ou universitaires, programmes de recherche, etc.) ;
- Les **consultants individuels**, cabinets de conseil ou toute entité justifiant d'une **expertise avérée** en innovation culinaire et en **développement de produits carnés**.

Les soumissionnaires doivent justifier de compétences solides dans les domaines suivants :

- **Technologie agroalimentaire** (ex. : unités de recherches, centres techniques ou universitaires, programmes de recherche).
- **Innovation culinaire et développement de produits carnés**, notamment à travers une expertise démontrable et des références pertinentes.

5. Procédure de soumission

Le dossier d'appel de soumission est constitué des documents suivants :

- Les conditions générales du marché dûment signé (Annexe 2) ;
- Un formulaire de candidature dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 3 A ou B) ;
- Déclaration de situation d'exclusion dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 4) ;
- Déclaration du respect des normes éthiques dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 5) ;
- Attestation de disponibilité (Annexe 6) ;
- Attestation de respect des normes environnementales et sociétales (Annexes 7) ;

- Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social dûment renseignée, cachetée et signée (Annexe 8) ;
- Une copie certifiée conforme du document d'existence légale pour les personnes morales ;
- Une offre technique suivant les indications fournies dans les termes de référence (Annexe 1) ;
- Une offre financière conformément au modèle indiqué à l'annexe 9 ;
- Une copie de tout document justifiant la régularité sur le plan fiscal et social de son pays ;
- Le relevé d'identité bancaire ;

Les prestataires intéressés doivent présenter leur candidature en faisant parvenir leur dossier en électronique aux adresses suivantes acquisitions@acedafrica.org et en copie e.sossouve@acedafrica.org ; l.todome@acedafrica.org et s.zinsou@acedafrica.org.

L'objet du courriel doit être : "**AP001/AFD-DEC-01 – Soumission pour le développement de nouveautés culinaires des produits carnés**".

Toute offre reçue après la date et l'heure limites fixées au jeudi 11 septembre 2025 à 23h59 (GMT+1), sera automatiquement rejetée.

Les prestataires concernés sont invités à transmettre leur meilleure proposition en respectant impérativement les obligations et le modèle de présentation tels qu'ils sont définis. Toute offre ne respectant pas les exigences ci-dessous sera rejetée ;

- **Langue** : tous les documents écrits seront rédigés en français ;
- **Unité monétaire** : tous les prix devront être exprimés en Franc CFA, hors taxes ;

Modification ou retrait des offres : Les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur offre par une notification écrite avant la date limite de soumission des offres. Aucune offre ne pourra être modifiée après cette date. Les retraits seront fermes et définitifs et mettront fin à toute participation à la procédure d'appel d'offres.

6. Demande de précisions

Si ACED, de sa propre initiative ou en réponse à une demande d'un candidat, ajoute ou clarifie des informations au dossier d'appel d'offres, ces informations seront envoyées par écrit et partagées en même temps avec tous les autres soumissionnaires.

Les candidats peuvent adresser leurs questions par écrit à l'adresse suivante, idéalement par e-mail et en y indiquant la référence de publication ainsi que le titre de l'Appel d'Offres à l'adresse suivante : acquisitions@acedafrica.org.

La date limite de réception des demandes de précision est le : 19 août 2025 à 23h59, heure de Cotonou (GMT+1).

Ce planning pourra être modifié par ACED s'il en ressent la nécessité. Les réponses aux participants seront alors envoyées à tous par écrit en même temps.

7. Analyse des offres

ACED se réserve le droit de négocier, d'accepter ou de rejeter toute proposition ou cotation à son entière discrétion et de poursuivre le dialogue compétitif pour toute réponse qu'il considère comme avantageuse. ACED n'est pas tenu d'accepter les prix les plus bas ni aucune proposition. Aucune proposition ne pourra être modifiée une fois passée la date de clôture de l'appel d'offres.

L'ouverture et l'évaluation des offres ont pour but de vérifier si celles-ci sont complètes et valides.

Le contrat sera attribué à l'offre qui sera à la fois conforme techniquement et administrativement et qui correspond au budget disponible, si l'on tient compte de la qualité des services offerts, du prix de l'offre et cout total.

Dans un souci de transparence et d'égalité de traitement, le comité d'évaluation peut demander aux soumissionnaires, par écrit, d'apporter sous 48 heures des clarifications concernant leur offre, sans qu'ils puissent pour autant la modifier. Aucune de ces demandes de clarifications ne doit viser à corriger d'éventuelles erreurs initiales ou des manquements affectant la performance du contrat ou faussant la compétition.

Tout soumissionnaire qui tenterait d'influencer le comité d'évaluation dans le processus d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres, d'obtenir des informations sur l'avancement du processus ou d'influencer ACED dans sa décision concernant l'attribution du contrat verrait son offre immédiatement rejetée. Les offres soumises en retard seront rejetées.

L'évaluation des offres se déroulera en trois phases successives.

Phase 1 : Vérification de la conformité (Éliminatoire)

Le comité d'évaluation examinera la recevabilité de chaque offre sur la base des critères ci-dessous. Les critères de recevabilité sont impératifs, toutefois, le comité se réserve le droit de demander des compléments ou précisions dans un délai court, sauf pour les critères clairement éliminatoires tel que présenté dans le tableau ci-bas.

Tableau d'évaluation : Critères de conformité

| N° | Critère | Détails attendus | Type de critère | Oui | Non |
|----|---|---|-----------------|--------------------------|--------------------------|
| 1. | Soumission dans les délais | Le dossier a été reçu avant la date et l'heure limites spécifiées dans le DAO | Éliminatoire | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. | Dossier complet | Toutes les pièces administratives demandées sont jointes (statuts, IFU, registre de commerce, etc.) | Correctible | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. | Conformité du soumissionnaire | Le soumissionnaire est un consultant individuel, un centre de recherche ou une entité similaire spécialisée en technologie alimentaire ou en innovation culinaire, comme requis à condition d'être légalement établies au Bénin | Éliminatoire | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 4. | Annexes administratives et déclarations remplies et signées | Les annexes 2 à 8 sont dûment remplies, signées et paraphées (déclarations d'intégrité, de non-conflit, fiches signalétiques, etc.) | Correctible | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 5. | Offres technique et financière séparées | Les offres sont bien présentées dans deux fichiers distincts , comme précisé dans le DAO | Correctible | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Phase 2: Évaluation technique (75 points)

L'évaluation technique sera réalisée suivant la grille définie dans le tableau ci-après.

Tableau : Grille d'évaluation des offres

| Critères d'évaluation | Points | Observations |
|--|--------|--------------|
| 1. Compréhension de la mission et méthodologie proposée (35 pts) | | |
| Clarté de la compréhension des enjeux : Le soumissionnaire démontre-t-il une bonne lecture des défis liés à la valorisation des viandes locales au Bénin (contexte, obstacles) ? | 5 | |
| Approche de co-développement : La méthodologie proposée est-elle claire, réaliste dans le temps impartis et, implique-t-elle les acteurs locaux ? | 20 | |
| Plan d'action et chronogramme : Le planning des activités (développement, tests, formation, promotion) est-il logique, détaillé et cohérent avec les livrables attendus ? | 10 | |
| 2. Expériences et qualifications du soumissionnaire (25 pts) | | |

| Critères d'évaluation | Points | Observations |
|---|--------|--------------|
| Expérience pertinente du consultant individuel ou de l'unité de recherche : Preuves de projets similaires de développement de produits agroalimentaires, idéalement dans le secteur des produits carnés. (Justifier par au moins 2 preuves vérifiables) | 15 | |
| Qualifications et expérience de l'équipe clé : CV du chef de mission et des experts proposés (technologues alimentaires, spécialiste en analyse sensorielle, formateur...). L'équipe a-t-elle une expérience avérée en Afrique de l'Ouest ? | 10 | |
| 3. Capacité d'innovation et de transfert de compétences (15 pts) | | |
| Potentiel d'innovation : Le soumissionnaire présente-t-il des exemples ou des idées montrant sa capacité à développer des recettes "innovantes" (utilisation d'ingrédients locaux, techniques modernes, etc.) ? | 5 | |
| Approche pédagogique : La méthodologie pour le renforcement de capacités des transformateurs est-elle adaptée et pratique ? | 5 | |
| Stratégie de promotion : Les idées proposées pour la promotion des produits (émissions, dégustations publiques) sont-elles pertinentes et adaptées pour le contexte béninois ? | 5 | |

Seuls les soumissionnaires ayant obtenu une note technique supérieure ou égale à 60/75 seront éligibles pour l'évaluation financière. Toute note technique inférieure à ce seuil entraîne l'élimination automatique de l'offre, quelle que soit sa compétitivité financière

Phase 3 : Évaluation financière (25 points)

L'offre financière sera évaluée sur la base de son réalisme par rapport à l'offre technique et de son montant. La formule de notation sera la suivante :

Note Financière (NF) = (Montant de l'offre la moins-disante / Montant de l'offre évaluée) x 25

Sélection Finale et Note Globale

L'attribution du marché se fera au soumissionnaire ayant obtenu la **meilleure note globale (NG)**, calculée comme suit :

Note Globale (NG) = Note Technique (NT) + Note Financière (NF)

En cas d'annulation d'une procédure d'appel d'offres, les soumissionnaires en seront informés.

Annexe 1 : Termes de référence (TdR)

Recrutement d'un consultant individuel ou d'une unité de recherche pour le développement de nouveautés culinaires des produits carnés au profit du Centre Africain pour le Développement Equitable (ACED)

Date limite de candidature : 11 septembre 2025, 23h59, heure de Cotonou (GMT+1)

Contexte

L'élevage joue un rôle central dans les moyens de subsistance des ménages ruraux au Bénin, en contribuant à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois et à la croissance économique locale. Les viandes issues de cet élevage représentent une source précieuse de protéines animales, accessibles et adaptées aux habitudes alimentaires des populations. Pourtant, malgré leur potentiel nutritionnel et économique, les produits carnés locaux restent sous-valorisés sur le marché national.

Dans un contexte où les consommateurs sont de plus en plus soucieux de la qualité, de la provenance et de l'impact environnemental des aliments qu'ils consomment, il devient essentiel de renforcer l'attractivité des viandes locales à travers une offre innovante, saine et différenciée. L'innovation culinaire apparaît ainsi comme un levier stratégique pour mieux répondre aux attentes des consommateurs tout en valorisant les savoir-faire locaux et les produits du terroir.

Cependant, plusieurs obstacles freinent cette dynamique : une méconnaissance des caractéristiques et des avantages des viandes locales, un manque de diversification des produits disponibles, et des procédés de transformation parfois peu optimisés. Pour corriger cette faiblesse de l'offre locale de produits carnés, ACED dans le cadre de l'initiative *Des Éleveurs aux Consommateurs* mise en œuvre et financée par l'AFD, a prévu d'accompagner les transformateurs locaux dans la création de nouveaux produits carnés et/ou l'amélioration/optimisation des techniques de production de produits carnés existants.

Les présents termes de référence s'inscrivent dans ce cadre et visent le recrutement d'un consultant individuel ou d'une unité de recherche pour accompagner les transformateurs locaux dans le développement, le test et la validation de nouvelles recettes orientée vers les besoins des consommateurs.

La finalité de la mission est de contribuer à une meilleure valorisation des viandes locales à travers la diversification des produits carnés d'origine locale.

I. Objet de la mission

L'objectif de la mission est de développer des nouveautés culinaires et des recettes innovantes de produits carnés pour une meilleure valorisation des viandes locales.

II. Tâches et responsabilités de l'unité de recherche ou du consultant

De manière spécifique, le consultant individuel ou l'unité de recherche sera chargé de :

- Co-développer avec les transformateurs et les consommateurs trois principaux produits carnés à forte demande ;
- Développer des recettes innovantes et nutritives pour ces trois produits carnés locaux ;
- Réaliser des tests de dégustation avec les consommateurs ;
- Renforcer la capacité des transformateurs locaux sur la production de ces produits carnés locaux ;
- Appuyer la promotion de ces produits carnés à travers l'animation des émissions radio/télé, les tests de dégustation grand public et autres ;
- Élaborer le rapport de mission, avec une fiche de production de chacun des produits carnés identifiés.

III. Livrables attendus

Les livrables attendus de cette mission sont :

- **Rapport de démarrage** détaillant la méthodologie de travail et les trois produits carnés à développer.
- **Recueil de recettes innovantes** regroupant des recettes à base de viandes locales, mettant en avant des ingrédients locaux et des méthodes de préparation durables à l'endroit des transformateurs.
- **Rapport de tests de dégustation des consommateurs** incluant les retours et les préférences des consommateurs sur les recettes développées (goût, texture, acceptabilité).
- **Rapport de renforcement des capacités des transformateurs**
- **Rapport de mission**

IV. Calendrier

La mission s'étendra sur une période de deux mois, soit **d'octobre à décembre 2025**. Les livrables sont attendus au plus tard le **mercredi 03 décembre 2025** par courriel.

| Date | Activités |
|-----------------------|---|
| 03 octobre 2025 | Réunion de cadrage suivi de signature de contrat avec le consultant |
| 10 octobre 2025 | Rapport de démarrage |
| 20 octobre 2025 | Soumission d'un premier draft du recueil de recettes innovantes |
| 22 octobre 2025 | Amendements ACED |
| 27 au 31 octobre 2025 | Organisation du test de dégustation des nouveaux produits développés |
| 14 novembre 2025 | Rapport du test |
| 21 novembre 2025 | Finalisation des recettes des produits développés et renforcement des capacités des transformateurs |
| 01 décembre 2025 | Rapport de mission |

V. Modalités de soumission

Les unités de recherche ou consultants individuels intéressés sont invités à soumettre une proposition sous format PDF comprenant leurs offres techniques et financières **dans deux fichiers distincts.**

L'offre technique doit comporter:

1. Une présentation du soumissionnaire et de ses expériences spécifiques par rapport à la mission ;
2. Une lettre de motivation ;
3. Le CV du consultant individuel ou les CV de l'équipe mobilisée par la personne morale qui soumissionne ;
4. La compréhension des TDRs de la mission ;
5. Les commentaires et les suggestions aux Termes de référence si nécessaire ;
6. La méthodologie détaillée qui sera utilisée pour mener à bien la mission ;
7. Le chronogramme d'exécution de la mission ;
8. Toutes les annexes administratives (copie certifiée conforme du document d'existence légale pour les personnes morales ; attestations IFU ; Relevé d'identité bancaire) et déclarations dûment remplies et signées (Annexes 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8).

L'offre financière doit contenir une proposition financière conformément au modèle indiqué à l'annexe 9. L'offre financière doit indiquer le détail des coûts liés aux Ressources Humaines, aux analyses, à l'organisation des tests, à la formation et à tous les autres frais nécessaires à la bonne exécution de la mission.

Les prestataires intéressés doivent présenter leur candidature en faisant parvenir leur dossier en électronique aux adresses suivantes acquisitions@acedafrica.org et en copie e.sossouve@acedafrica.org ; l.todome@acedafrica.org et s.zinsou@acedafrica.org.

L'objet du courriel doit être : **AP001/AFD-DEC-01 – Soumission pour le développement de nouveautés culinaires des produits carnés.**

Toute offre reçue après la date et l'heure limites fixées au jeudi 11 septembre 2025 à 23h59 (GMT+1), sera automatiquement rejetée.

VI. Grille de sélection

La grille de sélection ci-dessous sera utilisée pour l'analyse des offres et le choix du consultant /Unité de recherche.

Phase 1: Vérification des pièces

| N° | Critère | Détails attendus | Type de critère | Oui | Non |
|----|---|---|-----------------|--------------------------|--------------------------|
| 1. | Soumission dans les délais | Le dossier a été reçu avant la date et l'heure limites spécifiées dans le DAO | Éliminatoire | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. | Dossier complet | Toutes les pièces administratives demandées sont jointes (statuts, IFU, registre de commerce, etc.) | Correctible | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. | Conformité du soumissionnaire | Le soumissionnaire est un consultant individuel, un centre de recherche ou une entité similaire spécialisée en technologie alimentaire ou en innovation culinaire, légalement établi au Bénin | Éliminatoire | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 4. | Annexes administratives et déclarations remplies et signées | Les annexes 2 à 8 sont dûment remplies, signées et paraphées (déclarations d'intégrité, de non-conflit, fiches signalétiques, etc.) | Correctible | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 5. | Offres technique et financière séparées | Les offres sont bien présentées dans deux fichiers distincts , comme précisé dans le DAO | Correctible | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Phase 2: Évaluation technique (75 points)

| Critères d'évaluation | Points | Observations |
|---|--------|--------------|
| 1. Compréhension de la mission et méthodologie proposée (35 pts) | | |
| Clarté de la compréhension des enjeux : Le soumissionnaire démontre-t-il une bonne lecture des défis liés à la valorisation des viandes locales au Bénin (contexte, obstacles) ? | 5 | |
| Approche de co-développement : La méthodologie proposée est-elle claire, réaliste dans le temps impartis et, implique-t-elle les acteurs locaux ? | 20 | |
| Plan d'action et chronogramme : Le planning des activités est-il logique, détaillé et cohérent avec les livrables attendus ? | 10 | |
| 2. Expériences et qualifications du soumissionnaire (25 pts) | | |
| Expérience pertinente du consultant individuel ou de l'unité de recherche : Preuves de projets similaires de développement de produits agroalimentaires, idéalement dans le secteur des produits carnés. (Justifier par au moins 2 preuves vérifiables) | 15 | |
| Qualifications et expérience de l'équipe clé : CV du chef de mission et des experts proposés (technologue alimentaire, spécialiste en analyse sensorielle, formateur...). L'équipe a-t-elle une expérience avérée en Afrique de l'Ouest ? | 10 | |
| 3. Capacité d'innovation et de transfert de compétences (15 pts) | | |
| Potentiel d'innovation : Le soumissionnaire présente-t-il des exemples ou des idées montrant sa capacité à développer des recettes "innovantes" (utilisation d'ingrédients locaux, techniques modernes, etc.) ? | 5 | |
| Approche pédagogique : La méthodologie pour le renforcement de capacités des transformateurs est-elle adaptée et pratique ? | 5 | |
| Stratégie de promotion : Les idées proposées pour la promotion des produits (émissions, dégustations publiques) sont-elles pertinentes et adaptés pour le contexte béninois ? | 5 | |

Phase 3 : Évaluation financière (25 points)

L'offre financière sera évaluée sur la base de son réalisme par rapport à l'offre technique et de son montant. La formule de notation sera la suivante :

Note Financière (NF) = (Montant de l'offre la moins-disante / Montant de l'offre évaluée) x 25

Sélection Finale et Note Globale

L'attribution du marché se fera au soumissionnaire ayant obtenu la **meilleure note globale (NG)**, calculée comme suit :

Note Globale (NG) = Note Technique (NT) + Note Financière (NF)

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu le plus grand nombre de points.

Annexe 2 : Conditions générales

En soumettant une offre, le soumissionnaire accepte sans aucune restriction la totalité des conditions de ce cahier des charges comme étant la seule base de cette procédure de passation de marché, quelles que soient ses propres conditions, auxquelles il renonce par la présente.

La soumission d'une offre ne contenant pas toutes les informations et documents demandés avant la date limite indiquée sera rejetée.

➤ Conditions économiques

La facturation se fera sur la base d'un Contrat émis par ACED et signé par les deux parties sur la base soit des prix indiqués dans l'offre de la firme, soit de la négociation qui se fera après notification de sélection à la firme.

Les prix validés seront fermes et non révisables.

➤ Adresses de réalisation du marché

L'adresse définitive de réalisation du marché sera à indiquer sur le contrat.

➤ Critères d'exclusion

Les candidats ou soumissionnaires ne devront répondre à aucun des cas suivants :

- Faire l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle.
- Avoir commis une faute professionnelle grave constatée par tout moyen que le pouvoir adjudicateur peut justifier.
- Avoir fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale.
- Suite à la procédure de passation d'un autre marché ou de la procédure d'octroi d'une subvention, avoir été déclaré en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de leurs obligations contractuelles.

Les marchés ne pourront être attribués aux candidats ou aux soumissionnaires qui, pendant la procédure de passation de marchés :

- Se trouvent en situation de conflit d'intérêt ;

- Se sont rendus coupables de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par l'organisation pour leur participation au marché ou n'ont pas fourni ces renseignements.

En retournant les présentes instructions de participation paraphées et signées, les soumissionnaires affirment qu'ils ne sont pas dans une ou plusieurs des situations mentionnées ci-dessus et consentent à faire parvenir à ACED, dans les sept (7) jours calendaires suivant la réception de la requête de ACED, tout document additionnel que ACED jugera nécessaire pour assurer ses vérifications.

➤ **Sous-traitance**

Dans le cas où les termes de référence n'interdisent pas la sous-traitance, le consultant, s'il fait appel à des sous-traitants, s'engage à :

- Lui communiquer la liste des prestations ou des services qu'il envisage de sous-traiter
- Obtenir son accord formel sur le choix des sous-traitants pressentis
- Obtenir son agrément sur les conditions de paiement de ces sous-traitants
- Lui communiquer les contrats avec les sous-traitants sur simple demande

Annexe 3 : Formulaire de candidature

A- Pour personnes morales

| Détails entreprise et informations générales | | | |
|--|-----|-----------|-------|
| Nom de la société | | | |
| Type de société (SA, SARL, association...) | | | |
| Année de création | | | |
| Lieu de création | | | |
| N° Identifiant Fiscal Unique (IFU) (si applicable) | | | |
| N° Registre du commerce et du crédit immobilier (RCCM) ou de toute autre preuve d'existence légale | | | |
| Téléphone | | | |
| Adresse | | | |
| Adresse administrative (<i>si différente</i>) | | | |
| Nom des contacts | | | |
| Fonction | Nom | Téléphone | Email |
| | | | |
| | | | |
| Domaines d'activités | | | |
| Principaux domaines d'activité (3 au maximum) | | | |
| 1- | | | |
| 2- | | | |
| 3- | | | |
| | | | |
| Documents administratifs | | | |

| Document | Obligatoire à la soumission (Oui/Non) | Soumis (Oui/Non) |
|--|--|-------------------------|
| Un formulaire de candidature dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 3) | Oui | |
| Une copie certifiée conforme du registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) ou de toute autre preuve d'existence légale | Oui | |
| Une copie certifiée conforme du certificat d'immatriculation (IFU) ou de toute autre preuve d'immatriculation au niveau des autorités fiscales | Oui | |
| Une copie certifiée conforme de la pièce d'identité ou du passeport du responsable de l'entreprise | Oui | |
| Le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) de l'entreprise | Oui | |
| Attestation de régularité fiscal | Non | |
| Attestation de non-faillite | Non | |
| Attestation CNSS | Non | |
| Le formulaire de déclaration de situation d'exclusion dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 4) | Oui | |
| Le formulaire de déclaration du respect des normes éthiques dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 5) | Oui | |
| Attestation de disponibilité (Annexe 6) | Oui | |
| Formulaire sur la responsabilité environnementale et sociale dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 7) | Oui | |

B- Pour Consultant individuel

| | | |
|--|--|--|
| DONNEES PERSONNELLES | | OBS |
| NOM | | Prière joindre au fichier une copie de votre pièce d'identité en cours de validité |
| Prénom (s) | | |
| Adresse actuelle | | |
| Contacts téléphoniques | | |
| Adresse email | | |
| PERSONNES A CONTACTER (Au moins deux) | | |
| Nom | | |
| Prénom (s) | | |
| Contacts téléphoniques | | |
| Lien de parenté | | |
| INFORMATIONS BANCAIRES | | |
| Titulaire du compte | | Prière joindre une copie du relevé d'identité bancaire |
| Nom de la banque | | |
| Numéro de compte | | |

Annexe 4 : Déclaration de situation d'exclusion

Déclaration attestant que l'on ne se trouve pas dans l'une des situations d'exclusion pour la participation aux appels d'offre pour la fourniture de biens ou de services

Je soussigné(e) / :

Directeur/trice de l'entreprise/société/organisation/Consultant Individuel :

.....

Située /adresse :

Pays :

Tel. /Fax :

E-mail :

Déclare ne pas me trouver dans une des situations décrites ci-dessous, qui sont des causes d'exclusion pour la participation aux appels d'offres pour la fourniture de biens ou de services

- Être dans une situation de faillite, avoir ses propres biens séquestrés par les tribunaux, être en procès contre ses créiteurs, avoir ses activités commerciales suspendues, ou être sujet à des procédures judiciaires inhérentes à ces questions.
- Avoir été déclaré coupable d'un délit ayant trait à ma conduite professionnelle.
- Avoir été jugé coupable pour une négligence professionnelle grave.
- Ne pas avoir respecté toutes les obligations concernant le paiement des cotisations sociales ou des autres taxes prévues par la loi en vigueur dans le pays concerné par la prestation ou l'achat
- Avoir été condamné pour fraude, corruption, implication dans des organisations criminelles.
- Avoir enfreint les conditions et les obligations contractuelles au cours de procédures précédentes d'achat.
- Être sujet à un conflit d'intérêt.

Je déclare être pleinement conscient que, en cas de falsification de la déclaration concernant les informations requises pour pouvoir participer à l'appel d'offres, ou de refus de fournir de telles informations, mon entreprise/société/organisation se verrait exclue de l'appel d'offres.

Je déclare enfin être également conscient que, si ma société devait se trouver dans une

des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, ACED aurait la faculté d'interrompre, sans aucun préavis et unilatéralement, le contrat stipulé avec mon entreprise/société/organisation.

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)

Annexe 5 : Déclaration du respect des normes éthiques

Déclaration du fournisseur attestant du respect des standards éthiques

Je soussigné(e)/

Directeur/trice de l'entreprise/société/organisation/ Consultant

Individuel.....

Située : adresse :

Pays :

Tel. /Fax.....

Email.....

Déclare que la société que je dirige n'a pas été condamnée ni se trouve actuellement sous enquête pour des activités illicites tels que :

- Production et commercialisation d'armes.
- Activités qui ont un impact négatif grave sur les personnes ou sur l'environnement ;
- Exploitation du travail mineur (des enfants de moins de 15 ans) ;
- Violation des droits de la personne ;
- Violation des droits des travailleuses et des travailleurs ;
- Expérimentations scientifiques sur des sujets faibles ou non protégés, humains ou animaux ;
- Exclusion/marginalisation des personnes handicapées, minorités et de catégories entières de la population ;
- Complicité directe avec des régimes qui sont connus pour ne pas respecter les droits de l'homme et/ou qui sont gravement impliqués dans la destruction de l'environnement ;
- Pornographie, commerce du sexe et pédophilie ;
- Jeu(x) de hasard.

Je déclare également être pleinement conscient que, si la déclaration présente s'avérait fausse, ACED aurait la faculté d'interrompre, sans aucun préavis et unilatéralement, le contrat stipulé avec mon entreprise/société/organisation.

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)

Annexe 6 : Attestation de disponibilité

ATTESTATION DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné, (*Nom du consultant/responsable*), atteste par la présente que je prends l'engagement d'exécuter la prestation intitulée "... " si je suis retenu (e) à la suite de l'évaluation.

Je confirme que tous les moyens humains, techniques et logistiques nécessaires seront déployés pour garantir la réalisation efficace et dans les délais du marché susmentionné.

Je m'engage à respecter toutes les conditions, spécifications et exigences stipulées dans le cahier des charges et à collaborer étroitement avec toutes les parties prenantes pour assurer la réussite du projet.

Lieu et Date

Signature

Nom, prénom(s) et Titre du signataire

Annexe 7 : Attestation de respect des normes environnementales et sociétales

Responsabilité environnementale et sociale

Je soussigné(e)/

Directeur/trice de l'entreprise/société/organisation/ Consultant Individuel

.....

Située : adresse :

Pays :

Tel. /Fax.....

Email.....

Afin de promouvoir un développement durable, ACED souhaite s'assurer du respect des normes environnementales et sociales internationalement reconnues. A cet effet, les candidats doivent s'engager, sur la base de la déclaration du respect des standard éthiques à :

- i. Respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs Sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le Projet, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement.
- ii. Mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnementale et sociale ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître de l'Ouvrage délégué.

Je déclare également être pleinement conscient que, si la déclaration présente s'avérait fautive, ACED aurait la faculté d'interrompre, sans aucun préavis et unilatéralement, le contrat stipulé avec mon entreprise/société/organisation.

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)

Annexe 8 : Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social

Intitulé de l'appel d'offres : _____ (le "Marché")

A : _____ (le "Maître d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de financement qui la lie au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement et nos sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation de ses marchés et de leur exécution ultérieure.

2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :

2.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Projet pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ;

2.3) figurer sur les Listes de Sanctions Financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;

2.4) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ;

2.5) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

2.6) avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une condamnation par un jugement ayant force de chose jugée pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;

2.7) être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque mondiale, à compter du 30 mai 2012, et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr2>;

2.8) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché.

3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

3.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.

3.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;

3.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

3.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

3.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures :

ii. avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considéré ;

iii. être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.

4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial 3.

5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.

6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

6.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

6.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que se soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.

6.5) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune Pratique Anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.

6.6) Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.

6.7) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnementale et sociale ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.

7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : En tant que :

Signature :

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de :

En date du : jour de :

Annexe 9 : Modèle de présentation de l'offre financière

| N° D'ordre | Désignation / | Quantité | Unité | Prix Unitaire FCFA (Hors Taxes) | Montant Total (Hors Taxes) |
|--|---------------|----------|-------|---------------------------------|----------------------------|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Total général | | | | - | |
| Montant Taxe (Préciser la taxe) | | | | - | |
| Montant TTC | | | | - | |

Montant total lettres :

Certification de l'offre financière (par le consultant ou une personne habilitée au sein de l'entité morale)

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)